Resumés[a]

Costanzo Ranci

Le secteur associatif dans la politique sociale italienne: les contradictions d'un marché protégé

Cet article explique comment les organisations sans but lucratif se sont toujours développées d'un commun accord avec l'Etat, ce qui a empêché la croissance et la reconnaissance d'un secteur associatif indépendant. Il se base sur des statistiques officielles et sur des recherches récentes sur les organisations sans but lucratif, pour étudier trois aspects de la relation entre l'Etat et le secteur associatif: l'échange de ressources, le partage de responsabilité pour la fourniture de services au public, et la dynamique définition de la politique sociale. D'après cette étude, le système social en Italie est caractérisé par les éléments suivants: Un arrangement entre l'Eglise et l'Etat conférant un statut public à un grand nombre d'organisations sans but lucratif; un faible rôle directeur de la part de l'Etat, malgré l'aide économique généreuse fournie par celui-ci aux organisations sans but lucratif; les organisations sans but lucratif qui se substituent à l'Etat pour la fourniture de services de base au public; et enfin un système de 'mécénat' politique conduisant à des arrangements informels entre les pouvoirs publics et les organisations sans but lucratif.

Cyril F. Chang et Howard P. Tuckman

Diversification des sources de financement des organisations sans but lucratif

Le nombre d'articles sur le secteur sans but lucratif va croissant, mais la question de l'impact sur ce secteur de la diversification des sources de revenu n'a pas encore été traitée en profondeur. Cet article passe en revue plusieurs aspects du financement des organisations sans but lucratif: qu'est-ce qui détermine leur aptitude à diversifier leurs sources de revenu et quelles en sont les conséquences pour leur comportement? L'article commence par établir un indice permettant de mesurer la diversification des revenus et l'applique à un échantillon national d'organisations de bienfaisance sans but lucratif. L'étude démontre que bien que ce soit une exagération de dire que toutes ces organisations dépendent d'une source unique de financement, celles qui ont fait l'objet de notre étude tendent quand même vers une concentration de leurs revenus. Cette étude démontre également que les activités d'une organisation sans but lucratif et la proportion de ses dépenses consacrée à réunir des fonds ont une influence sur son aptitude à diversifier ses sources de financement. Il semblerait d'après cette étude que les organisations à sources de financement diversifiées sont le plus souvent celles dont la situation financière est la plus saine, bien qu'il y ait des exceptions à cette regle générale. Les chercheurs qui s'intéressent au cycle de vie des organisations sans but lucratif et aux facteurs générateurs de stabilité et de croissance feraient bien de tenir compte de l'indice de diversification présenté dans cet article.

---

https://doi.org/10.1007/BF02354042 Published online by Cambridge University Press

Stephen P. Osborne et Piers Waterston

La définition des contrats entre l'Etat et les institutions de bienfaisance dans la comptabilité nationale: le point de vue britannique.

Cet article étudie les questions relatives à la definition des contrats entre l'Etat et les institutions de bienfaisance pour la fourniture de services et à la différence entre ce type de contrat et les bourses. Il explique d'abord qu'il n'existe pas une définition unique de contrat: tout dépend de son objet. L'article poursuit en précisant le travail qui a été fait pour élaborer une définition de contrat qui soit conforme à la tradition de comptabilité nationale, dans le cadre d'une étude sur la part des organisations de bienfaisance dans le PIB britannique. Enfin il tire quelques conclusions générales de cette expérience.

Kirsten A. Grønbjerg

L'utilisation du système NTEE pour la classification des organisations à but non lucratif: une évaluation de ses applications à des services individuels et régionaux

Le système NTEE (Taxonomie Nationale des Entités Exonérées) apporte une contribution très importante à la recherche sur le secteur associatif, mais il est confronté à des problèmes conceptuels et pratiques. L'application de ce système à la liste des organisations de bienfaisance reconnues par l'IRS est également très intéressante du point de vue de la recherche, mais comporte des limites notamment en ce qui concerne les analyses spécifiques à des industries ou aux régions. L'auteur se base sur des données en provenance de Chicago pour démontrer que des estimations régionales des services individuels fondées seulement sur les organisations de bienfaisance soumettant une déclaration de revenus risquent de négliger plus de 40 pour cent des organisations et de sous-estimer par presque 50 pour cent les revenus globaux. Enfin l'auteur aborde les questions conceptuelles, techniques et institutionnelles auxquelles il faudra répondre pour tirer le meilleur parti du système NTEE.

John Mohan

Le bénévolat chez les étudiants, la fourniture de services à la collectivité et l'enseignement supérieur aux Etats-unis — quel en est l'impact?

Cet article se penche sur le récent développement du bénévolat chez les étudiants américains et décrit les différents facteurs qui sont à l'origine de la croissance de ce type d'activité et sur les mesures qui existent pour le promouvoir. On peut par exemple réformer le système d'aide financière aux étudiants qui seraient obligés autrement de faire un travail salarié pour financer leurs études, afin de les inciter à participer à la fourniture de services à la collectivité. Les institutions d'enseignement adoptent de nombreuses mesures, en particulier en intégrant un travail pour la collectivité au cursus académique, afin de promouvoir une telle participation. Un certain nombre de questions générales se posent à ce sujet: Quel est l'impact probable sur les fournisseurs et sur les bénéficiaires de ces services? Un cursus académique intégrant un travail pour la collectivité a-t-il un effet bénéfique du point de vue éducatif? Quelles en sont les conséquences pour les établissements d'enseignement supérieur? Et

https://doi.org/10.1007/BF02354042 Published online by Cambridge University Press